

TOUS À L'ÉCOLE
Souscrivez avec  **BOAweb**

Jusqu'à **5 MOIS*** de salaire
Réponse en **24H***
Remboursable sur **11 mois**

 **BANK OF AFRICA**
BMCE GROUP 

N°055 | Vendredi 13 octobre 2023 | **PRIX DE VENTE : 300 F CFA**

IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

POLITIQUE

P. 3

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Pourquoi Faure Gnassingbé a-t-il parlé d'une véritable guerre ?



Le saviez vous ?
**NOUS VOUS
PRÊTONS**
quand vous avez tout investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

   www.boaofogo.com

CULTURE

La journée mondiale du tourisme de 2023 célébrée dans la région de la Kara

P. 5



ECO-FINANCE

P. 2



Quelles missions pour Josiane Kwenda, la nouvelle représentante régionale de la Société financière internationale (IFC) pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo ?

ECO-FINANCE

P. 2

«Prêt Tous A l'École» de BOA-Togo : le sésame des parents pour la rentrée de leurs enfants.

ECO-SOCIAL

P. 4

La BOA-TOGO offre aux entreprises, le recours à des Avances sur Stock et Avances sur Facture

SOCIÉTÉ

P. 7

Que dit le rapport de l'AFD sur les libertés numériques au Togo ?

ECO-SOCIAL

P. 4

L'OTR ne recrute pas sur les réseaux sociaux

Quelles missions pour Josiane Kwenda, la nouvelle représentante régionale de la Société financière internationale (IFC) pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo ?

Josiane Kwenda est nommée, fin juillet 2023, représentante régionale de l'IFC (Société financière internationale) pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo.

Elle dirigera à ce titre la stratégie et les opérations d'IFC visant à stimuler le développement du secteur privé et à favoriser une croissance économique durable et inclusive dans ces quatre pays.

« J'ai à cœur d'accroître le soutien d'IFC à ces pays et de contribuer au développement du secteur privé. » a indiqué Josiane Kwenda lors de sa nomination. Mme Kwenda est chargée de piloter, en étroite collaboration avec la Banque mondiale, les partenaires au développement et les représentants des secteurs public et privé, les efforts destinés à élargir les programmes d'investissement et de conseil d'IFC dans la région et à contribuer à la création d'emplois dans l'agroalimen-

taire, le secteur financier et les infrastructures.

« L'augmentation des investissements privés dans des secteurs clés comme l'agro-industrie, les énergies vertes et l'économie numérique peut aider à bâtir des économies plus solides et plus durables dans la région », estime Josiane Kwenda.

De nationalité américaine et camerounaise, Josiane Kwenda est entrée à l'IFC il y a plus de 13 ans.

Avant de rejoindre la société, Mme Kwenda, titulaire d'un MBA de l'université de Georgetown, avait travaillé au sein des divisions de la banque d'investissement et banque d'entreprise de Citigroup, à Londres.

Selon Olivier Buyoya, directeur régional d'IFC pour l'Afrique de l'Ouest, « la vaste expérience de Josiane dans de multiples secteurs et régions, ainsi que ses compétences personnelles, lui seront très utiles dans ses nou-

velles fonctions. ».

Les activités d'IFC en Côte d'Ivoire, au Bénin, en Guinée et au Togo s'attachent principalement à soutenir les chaînes de valeur agroalimentaires, à combler les déficits en matière d'infrastructures et de connectivité, à promouvoir l'inclusion numérique, à développer l'offre de logement abordable, à renforcer le secteur de la santé, à stimuler l'industrie manufacturière et fournir des financements aux micro et petites entreprises.

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Active dans plus de 100 pays, elle consacre son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et de débouchés dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2022, l'IFC a engagé un montant record de 32,8 mil-



Josiane Kwenda

liards de dollars au profit de sociétés privées et d'institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une

prospérité partagée dans des économies aux prises avec les conséquences de crises mondiales multiples.

La rédaction

« Prêt Tous A l'École » de BOA-Togo : le sésame des parents pour la rentrée de leurs enfants.



La campagne de la BOA ne passe pas inaperçue en ville

Revoilà la rentrée des classes ! Pour de nombreux parents, c'est des moments d'angoisses dus aux difficultés à assurer le meilleur de l'éducation aux enfants.

Face aux besoins des parents à avoir recours aux emprunts, La BOA leur apporte la réponse.

L'offre « Prêt Tous A l'École » de

Bank Of Africa se déroule du 5 juin au 30 octobre 2023.

Les clients ont ainsi la possibilité de financer de manière simple et rapide les dépenses liées à la scolarité de leurs enfants, garantissant ainsi une rentrée scolaire réussie et sans soucis.

La grande particularité cette année est la digitalisation de la

demande des prêts accessible depuis les produits digitaux, My-BOA et BOAweb de la Banque. Il est ainsi possible de rentrer un dossier de prêt depuis son téléphone ou son ordinateur.

« Grâce à cette facilité, le client peut initier sa demande de Prêt 'Tous à l'École', valider la demande avec un mot de passe, voir le retour de prise en charge

directement après validation, et Visualiser l'historique des demandes et le statut de la demande », précise le département Marketing et Communication de l'institution.

Le Département Marketing-Communication de la BOA intensifie les actions en vue d'optimiser la portée de la campagne.

Depuis deux mois restant de la campagne, une communication spéciale urbaine a été enclenchée.

Sur de nombreux panneaux géants, on découvre le visuel de la campagne « PTAE 2023 ». Plusieurs bus de transport ur-

bain de la Société de Transport de Lomé (SOTRAL), rhabillés par des visuels de la campagne, ne passent pas inaperçus.

La BOA propose une gamme de produits riche et variée destinée à couvrir largement la demande de sa clientèle, tant les particuliers que les entreprises. Cette gamme comprend des crédits adaptés à tous les événements de la vie, une offre monétique privative et internationale, ainsi que des services d'e-banking. La BOA-Togo dispose d'un réseau de 9 agences à Lomé et 4 agences en province, couvrant ainsi plusieurs localités.

Amen LeSaint.



LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Pourquoi Faure GNASSINGBE a-t-il parlé d'une véritable guerre ?

Les terroristes se servent du territoire burkinabé pour mener des attaques sporadiques dans l'extrême nord du Togo, de la Côte d'Ivoire du Bénin et du Ghana. Ces quatre pays, limitrophes au sud du Burkina Faso, sont devenus des cibles privilégiées pour les groupes djihadistes qui affirment depuis janvier 2021, vouloir étendre leurs activités terroristes du Sahel jusqu'aux pays du Golfe de Guinée.



Faure GNASSINGBE, Président de la République

Comment ces groupes sont descendus jusqu'au Togo, en Côte d'Ivoire ou au Bénin ?

Au Mali, la Katiba Macina était le groupe le plus actif dans le centre. Le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) dirigé par Iyad Ag Ghali, est surtout présent dans les zones désertiques de Tombouctou et de Kidal, au nord du pays, jusque sur la frontière avec l'Algérie. Une alliance entre Amadou Koufa (chef djihadiste, fondateur de la Katiba Macina) et Iyad Ag Ghali, a permis d'étendre les actions du GSIM jusqu'au centre du Mali. Le GSIM en a profité pour descendre encore et poursuivre ses opérations jusqu'à Menaka et dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina et Niger), vers le Sud où règne déjà un puissant groupe terroriste, l'Etat islamique au Grand Sahara. Les deux troupes, GSIM et l'état islamique, se sont donc lancés dans une lutte de la conquête du territoire et dans une surenchère faisant de nombreux victimes, civiles et forces armées, dans la zone des trois frontières où il y a eu de nombreux affrontements. A partir de cette zone, ces groupes terroristes se sont donc infiltrés au Burkina Faso.

Faure Gnassingbé à la presse sur le terrorisme

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, s'exprimant sur la lutte contre

le terrorisme, le soir du 27 avril dernier lors d'une interview à la chaîne privée New word TV, a parlé d'une guerre.

« Nous sommes la cible d'agressions terroristes menées par deux groupes : l'Etat islamique au Grand Sahara et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. Ces deux organisations terroristes ont déjà attaqué d'autres pays de la sous-région du Sahel avant de s'en prendre au nôtre. Il s'agit d'une véritable guerre » déclarait le chef de l'Etat.

Pour le journaliste et écrivain, Seidik Abba, membre du Groupe interdisciplinaire de recherche en histoire de l'Afrique de l'Université du Québec Montréal, spécialiste du Sahel, « il est évident qu'aujourd'hui ces groupes ont une grande capacité de nuisance. L'état islamique au Grand Sahara par exemple a procédé à des recrutements massifs dans la zone des 3 frontières, notamment dans certaines communautés locales et sont en nombre très important. Ils possèdent un important matériel militaire qu'ils ont pris aux différentes armées, en plus du matériel militaire qu'ils reçoivent en Libye, puisque depuis la mort de Kadhafi et l'effondrement du pays, celui-ci est devenu un marché à ciel ouvert des armes. » « A la fois du point de vue des effectifs de ces 2 groupes terro-

ristes, surtout de l'Etat islamique au Grand Sahara, le nombre de combattants se compte en milliers. Leur matériel militaire est l'équivalent des forces armées de la région. La seule différence est que ces groupes n'ont pas d'avion contrairement à nos armées. Sinon, sur le plan des équipements, ils sont à peu près à égalité avec nos forces armées. Ils ont une capacité et des effectifs puisqu'ils ont recrutés massivement de jeunes. Chacun de ses deux groupes est dangereux, et constituent, ensemble, des armées redoutables. Voilà pourquoi l'expression être en guerre utilisé par le Président n'est pas exagérée » explique Seidik Abba.

Le Président Faure Gnassingbé a dévoilé la stratégie de riposte en 3 phrases. La première stratégie est la défense, car « nos soldats sont attaqués et tués. » disait le Président de la République. La 2ème est « un programme de lutte contre la radicalisation, appelée « CIPLEV » [Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent], qui vise à prévenir la radicalisation des populations et à déradicaliser ceux qui sont déjà engagés dans des mouvements extrémistes ». Et troisièmement, le Togo a mis en place « un plan d'urgence pour soutenir les populations touchées par les attaques. » « Cela démontre une bonne préparation et une capacité d'adap-

tation au terrain des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Le mérite en revient essentiellement à une capacité d'anticipation qui s'est manifestée depuis plusieurs années, alors qu'il n'y avait d'ailleurs aucun incident au Togo, par la refondation des FDS, la mise en place de l'opération Koundjoare (opération militaire des FDS togolaises menée à Kpendjal dans la région des Savanes, destinée à lutter contre la menace terroriste au Togo), la loi de programmation militaire », affirme un soutien au Président de la République.

La loi de programmation militaire, mise à jour, devra prendre en compte les évolutions de la situation pour mieux permettre aux Forces de Défense et de Sécurité d'être en situation de repousser la menace et de remporter les victoires.

Face à la menace asymétrique, la réponse militaire au Togo est renforcée par des actions auprès des populations. Le gouvernement apporte une réponse à la base à travers des actions de lutte contre la radicalisation, la promotion du dialogue communautaire, la mise en place du CIPLEV et à travers le Plan d'Urgence pour la Région des Savanes (PURS). Pistes rurales, routes, écoles, électricité, eau, projets agricoles, plus de 50 milliards sur les 250 milliards prévus pour la résilience des populations déjà engagés à travers divers secteurs.

« Le Président Faure Gnassingbé a dit qu'il fait de la prévention. Dans le cadre de la prévention, on note toutes les actions mises en œuvre en faveur des jeunes et du développement de la zone. Si on articule vraiment ces 2 leviers, le militaire pour contrecarrer la progression, la prévention pour empêcher que les jeunes soient recrutés, empêcher que leur idéologie se repende, cela peut donner du résultat efficace. C'est déjà mieux que ce qu'on a pu voir au Sahel au début parce qu'au Sahel, notre erreur a été de penser que c'est une question purement militaire », avoue Seidik Abba.

« La menace sera donc prise en étau avec une réponse plurielle qui adresse à la fois les causes et les symptômes pour protéger les populations, s'occuper des déplacés, défendre le territoire, préserver la paix, la stabilité et la sécurité qui sont elles-mêmes des pré-requis du développement », renseigne un proche du gouvernement.

Selon l'entourage du Président de la République, « c'est depuis le passage du Togo au Conseil de sécurité des Nations unies que le Président de la République attirait l'attention sur la nécessité d'une action concertée en Afrique de l'ouest sur la criminalité transfrontalière, les trafics et les bandes armées ».

Joseph Mensah-Boboe

La BOA-TOGO offre aux entreprises, le recours à des Avances sur Stock et Avances sur Facture

Avance sur facture **Le saviez-vous ?**

NOUS VOUS PRÊTONS
en attendant que vos clients vous paient.

Jusqu'à 80% du montant des créances
Durée jusqu'à 1 an renouvelable

#BOATogo #LaBanqueDigitale

La Bank of Africa Togo (BOA-TOGO) a lancé deux nouveaux produits de nature à booster la finance des entreprises togolaises.

Les produits "Avance sur Facture" et "Avance sur Stock" sont spécialement conçus pour répondre aux besoins de trésorerie des entreprises dans le but de les aider à prospérer dans un environnement économique exigeant.

Avance sur Facture, un crédit de trésorerie à court terme

« L'Avance sur Facture » est un produit de crédit à court terme, d'une année renouvelable.

« Il est spécialement conçu pour les clients MID (Moyennes et Grandes Entreprises). Cette avance est accordée sur la base de factures définitives, sans réserves, attestant de créances envers des tiers débiteurs. Ces créances découlent de transactions commerciales ou de prestations de services dont la validité est incontestable », informe la BOA-TOGO.

Toutefois, il est précisé que cette avance ne peut excéder 80% du montant de la facture, sauf en cas d'approbation préalable du niveau de délégation

compétent. De plus, la facture doit refléter une livraison réelle de biens ou l'exécution d'une prestation de services déjà réalisée.

L'Avance sur Facture permet aux clients de mobiliser une partie de leurs créances.

L'Avance sur Stock pour également soutenir le développement des activités

L'Avance sur Stock est une avance de financement dédiée aux entreprises possédant un stock et ayant besoin de fonds de roulement. Son objectif est de fournir à ces entreprises les capitaux nécessaires pour couvrir les coûts liés au stockage de matières premières ou de produits finis en attendant leur commercialisation.

La BOA-TOGO précise que l'Avance sur Stock vise également à soutenir le développement des activités des clients solvables, mais qui ne disposent pas des garanties habituellement requises.

Présente au Togo depuis 2013, la BOA se positionne comme la banque des Petites et Moyennes Entreprises du pays.

Amen Le Saint

L'OTRne recrute pas sur les réseaux sociaux

ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
+228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

L'Office Togolais des Recettes (OTR) alerte le public que le message circulant sur les réseaux sociaux, demandant aux jeunes d'intégrer un groupe WhatsApp aux fins de se faire recruter comme agent de surveillance du territoire douanier, n'émane en aucun cas de ses communiqués.

« Nous tenons à souligner que l'OTR n'utilise pas les réseaux sociaux ou des applications de messagerie instantanée pour recruter des agents de surveillance du territoire douanier

ou tout autre personnel. Toute information officielle de recrutement émanant de l'OTR est publiée sur notre site web officiel (www.otr.tg) et à travers les médias traditionnels. », précise l'OTR.

Il invite le public à la vigilance et à ne pas partager de telles informations douteuses sur les réseaux sociaux car « Il est de la responsabilité de chacun de vérifier l'authenticité des messages avant de les relayer ».

« L'OTR prendra les mesures nécessaires pour identifier les

responsables de cette diffusion d'informations trompeuses et les traduire en justice conformément à la loi en vigueur au Togo. Nous restons engagés à assurer la transparence dans nos processus de recrutement et à fournir des informations précises et vérifiées au public. »

Pour toute question ou information complémentaire, l'OTR est accessible à travers le 22 53 14 00 ou numéro whatsapp de l'OTR 90 99 41 01.



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur Général
Tété B. MENSAH-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com
Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:
Jean-François Pollet

Directeur de publication
ANIKI Koffi Amen
Tél : +228 91024439

Comité de Rédaction:
Joseph Mensah-Boboé
Cécile SOSSOU

Service commercial:
(+228) 70353590 /
93231786 / 79483748

Mise en page
A. Maxime +228 91 08 91 02

Imprimerie
Light Print, Qt Forever
1000 exemplaires)

Distribution
DAMALI Kossi

Contacts
Avepozo Ibomonou
Tél: (+228) 70353590 / 93231786

La journée mondiale du tourisme de 2023 célébrée dans la région de la Kara

Le Togo fourmille d'histoires et de sites touristiques. Pour célébrer la journée mondiale du tourisme de 2023, le ministère de la Culture et du Tourisme a organisé diverses activités, dont un « voyage découverte » pour une centaine de personnes, du 06 au 08 octobre.

« Ce voyage est une célébration de la beauté naturelle et culturelle de notre pays, ainsi que de notre engagement en faveur de pratiques touristiques durables et du tourisme local » a expliqué Dr Kossi Gbényo Lamadokou, ministre de la Culture et du Tourisme, qui était du voyage.

La tournée a permis à des Togolais et quelques touristes étrangers de sillonner la région de la Kara au Nord du pays et de découvrir le monument en souvenir des Martyrs du 21 juin 1957 à Pya Hodo, le Mausolée de Sarakawa, la statue du Christ rédempteur à Defale, et les sites du Koutammakou classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Reboisement du site inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO

Les participants à ce tourisme de circuit sont allés à la découverte de Koutammakou, le pays des Batammariba dont les jolies fermes fortifiées, et les valeurs culturelles, écologiques, sociales, esthétiques, historiques, religieuses et techniques ont œuvré au classement de leur terre au Patrimoine mondial de l'UNESCO en 2004. Ce paysage culturel de 500 km², dans la préfecture de Kéran, est le « témoignage unique d'une culture ingénieuse encore vivante », indique le ministère de la culture et du tourisme.

Sur le site, les participants ont mis en terre 350 plants de Nere, du karité, et du kaya senegalais. Parmi les trois variétés de plants, deux, le Nere et le karité, sont utilisés dans la construction de l'habitat traditionnel, le château fort « takienta », qui fait la particularité du Koutammakou.

Les participants ont visité ces Takienta ou tata, des belles maisons traditionnelles « construites en banco ressemblant étrangement à de petits châteaux forts parfaitement adaptés au climat et à la vie so-

ciale de la région ». « Leur architecture est caractérisée par ses tourelles surmontées de greniers réunies par un haut mur d'enceinte. Sa structure à étage et son allure de ferme fortifiés sont assez originales et élaborées ». Les familles se cachaient, dans ces châteaux forts pour se protéger des envahisseurs.

Le reboisement à Koutammakou contribue à la conservation de ce bien sur le plan architectural et environnemental et répond aux défis du thème de la journée mondiale du tourisme de cette année, « Tourisme et investissements verts ».

La statue du Christ Rédempteur de Janeiro au Brésil ... à Défalé.

La montée des escaliers rocailloux a été âpre pour plusieurs participants qui, au sommet de leur odysée montagnaise, découvrent le Christ Rédempteur de Défalé, au nord-est est du pays, imposant, érigé sur un piédestal. Cette statue, comme celle de Janeiro au Brésil, édifée à une altitude de plusieurs mètres, a été une initiative des cadres, natifs de la localité pour

servir de cadre de détente et de découverte des montages... Ce site dans la préfecture de Doufelgou, offre une vue panoramique sur un magnifique espace vert.

Avec ses 5 villages, Défalé est un canton dans un milieu montagneux où on trouve une source d'eau naturelle et des monuments qui représentent des danseurs. Dans ce beau lieu se trouvent aussi des sites spirituels et une mangrove dans l'une des montagnes. Il y a aussi une rivière qui ne tarit jamais sur le contournement de Défalé.

Le monument des Martyrs à Pya-Hodo et le mausolée de Sarakawa ont été visités.

Arrivés à Kara dans l'après midi du 05 octobre, les participants ont commencé leur parcours en visitant le monument érigé à Pya-Hodo dans la préfecture de la Kozah, en l'honneur de ces martyrs tombés le 21 juin 1957, pour l'accession du pays à la souveraineté internationale. Le chef canton actuel de Pya-Hodo, qui était enfant à l'époque, a relaté le déroulement des faits.

Le lendemain, ils poursuivi les

autres visites par le mausolée construit dans le canton de Sarakawa à la suite de l'attentat du 24 janvier 1974, perpétré sur l'avion présidentiel. L'attentat de Sarakawa a fait plusieurs morts dont trois généraux des Forces Armées Togolaises (FAT). Le président d'alors, Gnassingbé Eyadema en ait sorti indemne.

Le « voyage découverte » dans la Région de la Kara a pris fin par une soirée-diner dénommée « La Soirée du Tourisme ». Au cours de la soirée, de nombreuses distinctions ont été remises à l'honneur des promoteurs du secteur touristique.

La Togo fête, à l'instar des pays du monde entier, la Journée mondiale du tourisme, célébrée tous les ans le 27 septembre. Le gouvernement togolais, entend « développer une offre touristique de loisirs pour une clientèle nationale et sous régionale ».

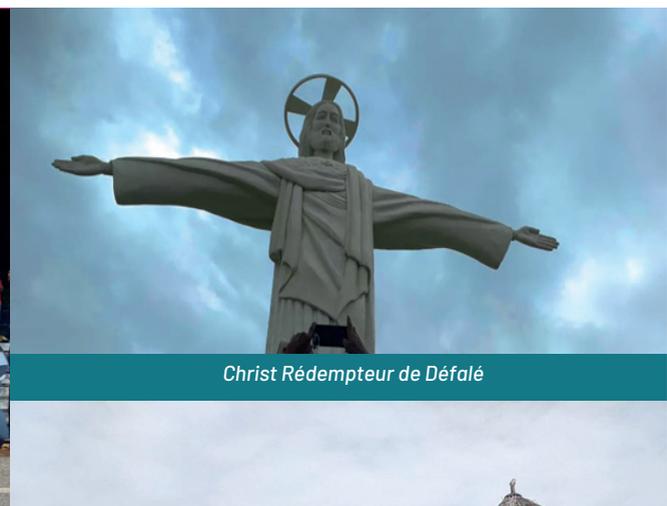
Joseph Mensah-Boboe



Visite du mausolée de Sarakawa



Photo de famille prise devant le monument des Martyrs à Pya-Hodo



Christ Rédempteur de Défalé



Mise en terre de plants d'arbre sur un site à Koutammakou



Soirée du tourisme dans une salle du Palais des congrès de Kara



Un château fort « takienta » ou « tata ».

(Encore) Combien de conférences sur les infrastructures en Afrique, et pour quels impacts ?



Par **Pierre-Samuel Guedj**,
Président d'Affectio Mutandi et
de la commission RSE&ODD du
Conseil français des investis-
seurs en Afrique (CIAN)



Ici une infrastructure routière en Ouganda qui désenclave une partie du pays

Nous en parlons depuis plus de vingt ans, tant sur les questions de développement que de financement. Qu'ils s'agissent de transports terrestres et ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, de transports de fret et de passagers, de services essentiels à la vie et au développement des communautés, d'énergie, d'eau, de déchets, de soins, d'éducation, de formation...

Depuis peu, de l'apport de la Zlecaf à leur développement, de leur contribution au développement des chaînes de valeurs, des responsabilités de chacun dans leur déploiement, entre les Etats, les bailleurs, les investisseurs, les opérateurs...

Mais avec quel objectif final ? A quoi servent in fine ces infrastructures ? Au développement humain ! Au développement économique et social des pays et des populations, pour notamment lutter contre la pauvreté, développer le travail décent ou encore réduire les

inégalités ! Aux déplacements urbains des populations allant travailler à l'autre bout de la ville. Aux déplacements des matières premières et produits transformés devant permettre à certains de toucher un salaire décent, aux autres d'accéder à une alimentation de qualité, ou à des produits essentiels accessibles sur le plan économique. On ne rappelle jamais assez l'utilité sociétale de ces investissements et de ces infrastructures, au développement durable.

Gardons toujours cet objectif en tête à chaque fois que discutons de cette question entre experts, décideurs publics et opérateurs économiques. Et conservons à l'esprit la nécessaire prise en compte des impacts négatifs, les incidences pour les populations et l'environnement ainsi que les opportunités d'optimisation des impacts positifs à l'intention de ces mêmes parties prenantes !

Exigence et Impact au cœur de l'utilité sociétale des in-

frastructures

Parce que l'Exigence & l'Impact sont des facteurs de différenciation qui doivent devenir des facteurs de préférence. C'est notamment la raison d'être des investisseurs à impacts et des entreprises engagées en matière de responsabilité sociétale.

La prise en compte des impacts négatifs, c'est un pré-requis pour les investisseurs depuis les principes ESG de la Banque Mondiale. Les exigences des bailleurs de fond en la matière sont croissantes. Les cahiers des charges ESG d'ailleurs se densifient. Mais c'est également un formidable levier de mobilisation de fonds : les greens bond du Bénin ont été sursouscrits trois fois parce qu'adosés aux ODDs.

C'est progressivement une obligation réglementaire. La fiscalité carbone se met en place, l'Europe s'engage dans la lutte contre la déforestation et le travail forcé. Et au-delà de la CSRD, la Directive Devoir de Vigilance nous astreint sur le continent

africain comme en Asie à appréhender et gérer les risques dans les chaînes de valeur.

Et c'est une nécessité d'en tenir compte car, après la juridification de la RSE, vient le temps de sa judiciarisation : les contentieux climatiques explosent, on dénombre plus de 30 mises en demeure au titre de la loi française sur le devoir de vigilance, et en Afrique de l'Ouest les acteurs se forment au recours juridique.

Enfin, c'est une exigence sociétale de limiter les démarches prédatrices de ressources. Six des neuf limites planétaires sont aujourd'hui dépassées. Aujourd'hui, on parle d'économie régénérative parce qu'il s'agit de rendre à la planète plus que ce qu'on ne prend.

L'Europe et l'OHADA au cœur des démarches de RSE en Afrique

C'est une spécificité notamment européenne, l'Europe ayant la capacité à normer éthiquement ce qu'elle souhaite consommer,

mais pas seulement puisque l'Ohada travaille à l'intégration de la RSE dans son cadre d'harmonisation, certains pays comme le Gabon développent des stratégies nationales de RSE, et le Président de l'Union africaine a récemment annoncé à la tribune de l'ONU la création d'un label «Positive Africa» qui reconnaîtrait les acteurs africains et internationaux aux impacts positifs pour le continent africain.

Personne ne doit manquer cette étape, ni celle de la recherche d'impacts positifs supplémentaires, au travers notamment les People First PPP – dont le principe est de mettre les personnes en haut de la pyramide des priorités des projets -, la philanthropie, la RSE, le mécénat, les initiatives citoyennes, l'engagement sociétal dans la dynamique de la finance à impact, qui va rechercher l'intentionnalité et l'additionnalité dans l'impact, au-delà des impacts intrinsèques des projets...

Pour un développement responsables des PME africaines

Et plus spécifiquement avec les partenaires locaux et les PME des territoires africains, qui ont un potentiel essentiel de création d'emplois, en développant avec eux des contrats durables, une plus grande prise en compte des enjeux ESG, le développement de leur propre RSE et dans le renforcement de leurs capacités pour plus de durabilité.

In fine, l'un des enjeux majeurs pour l'Afrique, si ce n'est le plus crucial, sera d'être en mesure, d'ici 2050, de nourrir donc de créer de l'emploi pour 2,5 milliards de personnes. Dans les infrastructures, c'est souvent l'intelligence collective avec les différentes parties prenantes et l'innovation sociétale qui permet de coconstruire ces impacts positifs.

Que dit le rapport de l'AFD sur les libertés numériques au Togo ?

Une étude a été menée par l'Agence Française de Développement (AFD) et ses partenaires pour dresser un état des lieux des libertés numériques dans 26 pays francophones en Afrique.

Publié en mai 2023, le rapport souligne que « plusieurs gouvernements ont promulgué des lois définies de manière vague permettant ainsi des arrestations aléatoires » et que « plusieurs pays ont mis en œuvre des pratiques répressives restreignant la liberté d'expression et l'accès à l'information ».

« Les pays africains francophones font donc plus que jamais face à des choix décisifs pour la construction d'un cyberspace respectueux des libertés numériques(1) et répondant aux besoins de leurs citoyens », indique le rapport.

Il déplore l'émergence des pratiques et législations agressives instrumentalisées contre la société civile telles que des coupures d'internet organisées par les gouvernements, la censure de sites d'information et des réseaux sociaux en ligne, l'arrestation des citoyens pour des publications critiques en ligne. Cette tendance s'accélère dans les pays francophones en Afrique.

Sur la base de leurs recherches et des échanges, les auteurs du rapport attribuent un score pour chaque question et établissent un score global de l'état des libertés numériques dans les pays concernés.

A l'issu du rapport, le Togo a été classé dans les pays considérés comme « partiellement non-libre » ou les libertés numériques sont par-

ticulièrement en difficulté dans le pays.

Mais le rapport souligne que la pénétration d'Internet au Togo se poursuit.

« Alors qu'en 2016 la population comptait 19% d'abonnés à internet via mobile, ce chiffre est passé à 31% en 2021. La majorité des Togolais accède à internet via leurs téléphones mobiles. En 2017, 44% des Togolais détenaient un mobile. La couverture 3G est bonne. En 2020, 91% de la population avait accès au réseau 3G et 67% à la 4G. Il reste toutefois compliqué d'accéder à Internet en dehors des zones urbaines», précise le document.

Le coût d'accès à Internet constitue également un obstacle majeur pour de nombreux Togolais, selon l'étude. Le coût a baissé marginalement, note-on. Mais le pays reste encore très loin de l'objectif fixé par la Commission des Nations-Unies sur le haut débit pour un coût d'accès à un abonnement mobile de 2Gb équivalent à 2% du revenu national par habitant en 2025. L'étude met également en évidence une insuffisance des politiques de développement des compétences numériques. Sur ce plan, il est révélé que, bien que le gouvernement togolais ait lancé une campagne nationale sur la citoyenneté numérique, il n'existe pas de programme national global visant à développer les compétences numériques de l'ensemble de la population.

Le rapport a aussi fait mention des cas de limitations du contenu internet, notamment lors des manifestations politiques.

Par ailleurs, certaines lois, telles que la loi sur la cyber-

sécurité et la lutte contre la cybercriminalité de 2018, ont été vivement critiquées pour leur impact négatif sur la liberté d'expression en ligne.

Les libertés numériques mises à rudes épreuves en Afrique francophone.

Dans certains pays francophones, des gouvernants ont souvent recours à des coupures d'internet au moment des élections, au cours de manifestations ou au moment d'exams nationaux

au Tchad, au Burkina Faso et en Algérie en 2022

Il est constaté aussi un déploiement de solutions de surveillance de masse ou ciblée, notamment le cas de l'utilisation du logiciel espion Pegasus documenté au Rwanda, au Maroc et à Djibouti, et la pratique de censure en ligne avec le blocage de sites web de médias locaux et internationaux. Ces derniers temps, des lois sur la cybersécurité et contre la désinformation sont souvent instrumentalisées à l'encontre de journalistes, défen-

seurs des droits humains et citoyens critiques du gouvernement.

Les pays ne disposent pas de législation de protection des données personnelles et beaucoup n'ont pas ratifié la convention de Malabo. Cette dernière permet d'établir un cadre juridique harmonisé et indépendant en termes de protection des données et de la vie privée, notamment en créant une autorité indépendante pour la protection des données.

Amen leSaint

LOME PEACE AND SECURITY FORUM

First edition

“How to strengthen political transitions towards democratic governance in Africa?”

October 21-22, 2023 | Hotel 2 Fevrier, Lome

TOUTE L'ACTUALITE EST ICI



FIABILITÉ HORS-PISTE



Tél: +228 22 61 27 76 / 77/ 78
Mob: +228 93 25 96 96



Diwainternational

